

Discours de M. S.L. MANSHOLT
devant la société de politique étrangère
à Bonn, le 23 avril 1968

Sujet : Perspectives de la CEE pour l'ensemble de l'Europe

Monsieur le Président,
Messieurs les ministres,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,

C'est aujourd'hui la quatrième fois que je prends mon élan pour répondre à l'invitation qui m'a été faite, et qui m'honore, de parler devant la société de politique étrangère. L'insistance avec laquelle votre société a maintenu cette invitation est flatteuse pour moi, mais elle implique en même temps une obligation : dans ce cercle d'hommes politiques et de citoyens intéressés aux affaires politiques, on attend de moi une profession de foi politique. Je donnerai cette profession de foi sous ma propre responsabilité, sans me bercer aucunement de l'illusion d'obtenir un assentiment sans mélange.

Veillez m'épargner des détails trop minutieux dans l'exposé de notre sujet. Dans ce milieu, je puis supposer beaucoup de choses connues. Cela me permet de me borner aux lignes politiques qui me paraîtront décisives.

Une maxime courante dans votre pays dit que la politique est l'art du possible. Mais on entend sans doute par là la possibilité d'atteindre un but que l'on s'est fixé. Je suis un assez vieil habitué de la nursery politique pour ne pas sous-estimer l'importance de la tactique. Toutefois, l'habileté tactique ne nous paraît permise que si elle tend vers un objectif et si, de ce fait, elle est davantage que ce train-train sans but qui ne peut avoir pour conséquence qu'un dégoût croissant de la politique, de la res publica, de la chose publique.

Permettez-moi donc d'ébaucher, d'évaluer et d'apprécier des buts dont la réalisation pourra ensuite parfaitement donner lieu à des considérations tactiques sur les méthodes et le rythme. L'homme a été défini comme un être

imparfait. Mais cela ne le dispense pas de viser de toutes ses forces à la perfection. Cette maxime ne serait-elle pas valable aussi en politique ? Il faut se fixer un but et tendre à sa réalisation, même si les mains de l'homme sont trop fragiles pour atteindre à une perfection paradisiaque.

A partir de cette considération, et dans l'optique de mon sujet, vous ne serez pas surpris si je mets au centre de mon exposé la notion d'Europe. Par là, je contredis ces hommes d'Etat et hommes politiques d'aujourd'hui - on en trouve aussi et peut-être justement dans votre pays - dont l'un utilisait récemment cette image : notre échiquier a 64 cases; l'une d'elles est la case européenne; ce fait donne la mesure de l'intérêt pour les problèmes européens.

Mesdames, Messieurs, en dépit d'une phraséologie exprimant une certaine relativité, cela signifie une profession de foi dans la souveraineté absolue de l'Etat national conçue comme le levier avec lequel on pense pouvoir soulever le monde.

J'espère pouvoir démontrer au contraire que l'Europe elle-même est l'échiquier sur lequel doit se dérouler le jeu de la vie politique et de l'organisation politique.

On a raconté que récemment le bon Dieu avait lu le livre de Servan-Schreiber "Le défi américain" et s'était écrié alors : "My God", says God, "I forgot to create Europa !" ("Mon Dieu, j'ai oublié de créer l'Europe !")

(Une remarque en passant : il existe dans votre pays un proverbe : "Il vit comme Dieu en France". J'espère que vous ne m'en voudrez pas d'avoir fait parler Dieu en anglais ...)

Mais venons-en au fait : les citoyens de ce continent pourraient en effet aboutir eux aussi à la conclusion qu'il ne faut pas tout laisser aux soins du bon Dieu, mais qu'ils pourraient aussi veiller eux-mêmes à mettre de l'ordre dans leur maison.

Dès que l'on pose l'objectif d'une Europe fédérée, une question s'impose : ne s'agit-il pas d'une utopie, d'un jeu de l'esprit - ou bien s'agit-il d'un objectif qui découle nécessairement de l'évolution de la politique mondiale et de l'économie mondiale - si du moins les citoyens de notre continent entendent régler leurs propres problèmes et apporter leur contribution en tant que partie du monde selon leurs propres conceptions et selon leurs propres forces, au lieu d'être admis comme passagers dans la remorque de puissances non européennes.

Cette formulation est-elle exagérée ? Je ne le pense pas. Je vous invite à vous remémorer les considérations qui, à la fin de la deuxième guerre mondiale, ont aidé la pensée d'une Europe fédérale à faire sa percée.

Il y avait d'abord le facteur combiné de la diminution d'importance de l'Europe, parallèlement à l'accroissement notable d'importance des continents non européens.

Pour illustrer ceci, rappelons que quelques mois avant le déclenchement de la première guerre mondiale, a paru le livre du professeur Rudolf Kjellen, qui est sans doute le père incontesté de la science appelée géopolitique : "Les puissances mondiales d'aujourd'hui". Dans la table des matières, on trouve côte à côte l'Autriche-Hongrie, l'Italie, la France, l'Allemagne et l'Angleterre. Telles sont "les puissances mondiales d'aujourd'hui" il y a seulement 50 ans !

L'auteur ne traite qu'en marge la Russie tsariste, à laquelle il concède un certain développement industriel dans les années à venir, grâce à l'aide financière française; il s'occupe ensuite des Etats-Unis d'Amérique, qu'il appelle une "Europe émigrée", qui dans 50 ans peut-être aura une certaine influence en Amérique centrale, mais pas davantage ... Mesdames, Messieurs, cela était, il y a à peine plus de 50 ans, une description objective et sérieuse des rapports de forces politiques dans le monde.

A la fin de la deuxième guerre mondiale, le monde avait quelque peu changé. Sur les ruines d'une Europe matériellement dévastée et spirituellement

atteinte, il s'agissait de gagner la paix et d'assurer à notre continent une place qui lui permette de vivre et le mette en même temps en mesure d'apporter dans des conditions entièrement modifiées sa contribution à une évolution du monde permettant un épanouissement digne de l'homme.

Si, il y a 50 ans, le monde entier était une partie de l'Europe, maintenant, cette Europe devrait s'efforcer de devenir, d'être et de rester une partie du monde associée aux décisions.

Il y a là un prodigieux saut conceptuel d'une réalité devenue familière pendant des siècles, mais désormais fantomatique, de l'Europe balkanisée, à la perspective d'une Europe fédérée. C'est là un objectif vers lequel, si l'on approuve sa nécessité, doit être orienté le travail politique à long terme. C'est là un aiguillage qui devra déterminer pour longtemps et dans des circonstances changeantes notre tâche quotidienne.

Je ne voudrais pas passer trop vite, et comme si la chose allait de soi, sur ce changement de cap nécessaire dans l'orientation politique des pays européens. D'abord parce que, dans ce domaine aussi, l'attitude visant à une restauration pure et simple se manifeste à nouveau de toutes parts : ne semble-t-il pas que le cadre des Etats nationaux soit redevenu tout à fait acceptable ? Les traditions sont invétérées. La paresse intellectuelle est grande. Et il y a partout des hommes d'Etat qui recherchent leur grandeur exclusivement dans la fidélité au passé et dans sa réanimation.

Pourtant, dans cette Europe déchirée, l'enthousiasme pour une pensée et une action - voire même parfois une action militaire ! - purement nationales est assombri par le fait que, depuis 1912, dans l'ensemble de l'Europe,

70 millions d'hommes ont été chassés de leur pays, transplantés ou intégrés dans une autre nation ! A cet argument humanitaire, qui n'est pas tout à fait dénué d'importance, ne s'ajoute pas seulement aujourd'hui une modification radicale des rapports de force politique. Nous nous trouvons entre-temps au milieu d'une deuxième révolution scientifique et technique, qui non seulement fait éclater la structure économique actuelle de nos territoires nationaux devenus trop petits, mais qui ébranle l'ensemble de l'édifice social.

Celui qui comprend si mal les signes de son temps et qui s'oriente exclusivement vers le passé - qui par conséquent regarde en arrière - est en vérité un homme qui vit en dehors de l'histoire.

Ce n'est qu'en maîtrisant l'avenir, en étant à la hauteur des tâches qu'il nous impose dans des circonstances en perpétuel changement, que nous pouvons sauver les valeurs du passé.

Voici venu le moment de sacrifier à un usage de rigueur devant un auditoire allemand, je veux dire de citer Goethe : Ce que tu as hérité de tes pères, gagne-le si tu veux le posséder. Cela signifie : efforce-toi d'adapter et d'intégrer cet héritage, de le concilier avec les exigences de ton temps.

Donc, l'exigence d'une Europe fédérée est l'exigence radicale de notre temps dans un monde en voie de changement.

Mais le chemin qui va de la compréhension théorique d'une évolution nécessaire à sa réalisation pratique passait d'abord par la confrontation avec la situation de l'après-guerre.

Il y avait des vainqueurs et des vaincus. Il y avait ce mur d'amer-tume, de mépris, de haine entre les peuples européens, conséquence de crimes sans exemple.

Quoi de plus facile que de suivre la tradition de ce qu'on appelait les "règlements de paix" : "Oeil pour oeil, dent pour dent" ?

Bien entendu, une telle attitude offrait les perspectives qui découlaient de l'expérience du passé, c'est-à-dire que ces règlements de paix recèlent en eux le germe de nouveaux conflits.

Celui qui se souvient de cette période pour l'avoir vécue doit convenir qu'à l'égard de l'Allemagne, le mot d'ordre était : occupation, annexions, réparations.

Les fantaisies éphémères du plan Mortenthau, les démontages d'usines qui touchaient aussi les hommes, apparaissent non seulement incompréhensibles, mais aussi déraisonnables si du moins on voulait, en dépit de ce passé tout récent, aboutir à un avenir commun.

Un exemple unique a été donné dans l'histoire par les Etats-Unis d'Amérique quand ils ont accompli ce changement de cap radical qui a trouvé son expression dans le plan Marshall, cette étincelle initiale de l'oeuvre de reconstruction européenne.

Dominant les oppositions trop compréhensibles entre vainqueurs et vaincus, ce plan a donné le signal d'un départ commun, qui devait être en même temps une impulsion grandiose à l'unification de l'Europe.

Il est apparu que cette solution européenne commune resterait provisoirement limitée à l'Europe occidentale, lorsque la Pologne et la Tchécoslovaquie, qui avaient déjà annoncé leur participation au Plan Marshall, durent retirer leur adhésion sur l'ordre de Moscou.

Nous voyons apparaître ici cette scission de notre continent et de votre pays, dont la cause ne réside pas seulement dans l'existence d'une idéologie communiste, mais aussi dans la divergence des conceptions sur la forme du règlement de paix et des garanties de cette paix.

J'insiste sur cette constatation, parce que, à mon avis, elle est importante pour l'avenir, lorsqu'il s'agira de surmonter cette rupture dans la conception d'une Europe unie.

Permettez-moi maintenant de dresser un tableau sommaire des évolutions divergentes en Europe occidentale et en Europe orientale et d'essayer, pour finir, de définir les perspectives d'une action visant à surmonter cette rupture.

Après le congrès du mouvement européen à La Haye, résultant d'une initiative privée, en mai 1948, en a vu se dérouler, ~~comme~~ comme chacun sait, le programme suivant :

1950 : Conseil de l'Europe;

1952 : CECA;

1954 : Fiasco de la Communauté européenne de défense (CED) et de la Communauté politique liée à cette dernière;

1954 : Union de l'Europe occidentale;

1958 : CEE et Euratom.

Je n'ai pas l'intention de ressasser ici l'histoire passée. Mais vous ne permettez sans doute de dire un mot de chacun de ces projets.

Le Conseil de l'Europe groupe sans doute plus de pays que les six membres de la Communauté, mais, de par sa structure, il n'est qu'une façade européenne, et son importance ne dépasse pas celle d'un centre de conversations.

Avec la Communauté européenne du charbon et de l'acier, on a pour la première fois créé le concept d'un organisme supranational doté de compétences limitées mais réelles. Seuls, six des quinze Etats membres du Conseil de l'Europe ont trouvé le courage de s'engager dans cette aventure supranationale.

La tentative d'une Communauté européenne de défense - liée au projet d'une Communauté politique - (résultat d'un groupe de travail dirigé par feu M. von Brentano), a échoué à cause du refus du parlement français sous la

quatrième, et non la cinquième République. M. Servan-Schreiber a déclaré récemment que M. Mendès-France, alors président du Conseil, a attendu vainement un geste d'assentiment de Londres. Ce n'est qu'après l'échec de la Communauté européenne de défense que la Grande-Bretagne s'est prêtée à la création de l'Union européenne occidentale, conçue comme un pont qui devait faciliter à la république fédérale d'Allemagne l'entrée dans l'OTAN. L'union de l'Europe occidentale souffre encore des séquelles de cet accouchement laborieux ...

Après le désappointement général dû à l'échec de la Communauté européenne de défense et de la Communauté politique, il fallut attendre une année entière pour parler à nouveau de tentatives d'intégration.

C'est le mérite injustement oublié du ministre néerlandais des affaires étrangères alors en fonction, M. Beyen, si, en juillet 1955, à la conférence de Messine, ont été mises en train les négociations qui ont abouti en janvier 1958 au démarrage de la CEE et de l'Euratom.

Pourquoi cette rétrospective ?

Depuis dix ans, l'intégration européenne se manifeste, pour le public européen, sous forme de négociations tarifaires et d'organisations de marché. Aussi, comme il est naturel, l'intégration européenne s'identifie exclusivement à des problèmes économiques. (Même quand on négocie sur l'élargissement de la Communauté ou quand on refuse cet élargissement, on ne met en avant que des faits économiques, alors qu'il s'agit en réalité de politique ...)

Mais cela équivaut à laisser dans l'ombre l'objectif essentiel, à savoir le processus politique. Cette situation m'autorise, je pense, à évoquer un processus général qui s'est concrétisé chaque fois que de nouvelles possibilités s'offraient : à partir d'une tentative globale d'intégration restée à l'état de façade, on a abouti au projet fonctionnel de la Communauté du charbon et de l'acier; après l'échec des Communautés militaires et politiques, on a fini par aborder avec succès l'intégration économique.

En évoquant ce processus, j'entends rappeler que l'objectif a toujours été une intégration globale, qui ne se réduit pas aux problèmes économiques. Déjà une politique intérieure européenne qui n'évade pas les problèmes des structures sociales dépasse cet horizon. Mais une telle politique, en fin de compte, ne s'arrêtera pas devant les exigences d'une politique extérieure commune.

Peut-être une autre circonstance a-t-elle contribué à reléguer au second plan les objectifs politiques. Je crains que certains d'entre nous ne se soient bercés de l'espoir qu'un certain automatisme conduirait de l'intégration économique à l'intégration politique.

Je ne crois pas à l'automatisme de cette évolution. Sans doute suis-je persuadé que la juxtaposition d'une interconnexion économique et d'un séparatisme politique imposera avec une force toujours croissante des solutions. Quant à savoir si ces solutions constitueront un pas en avant, c'est-à-dire une intégration plus poussée, ou si au contraire elles aboutiront à réduire à néant le processus d'intégration économique déjà engagé par peur de l'intégration politique, cela dépend des hommes politiques !

Sans doute ces derniers ne manqueront-ils pas d'excuses et de justifications pour leur dérobade devant des problèmes urgents. Je reviendrai tout à l'heure directement sur ce problème de volonté. Encore un mot sur la situation présente de dualisme que je viens d'évoquer :

Je ne dissimulerai pas que je suis dès à présent inquiet des conséquences de ce dualisme. La réticence à poursuivre ce processus d'intégration globale aboutit au fait que l'un des Etats membres paraît mettre au service de sa politique étrangère souveraine la base économique large et imposante de la Communauté. Un tel exemple a des conséquences néfastes; ou bien le reste de la Communauté se soumet à cette prétention à l'hégémonie politique, sacrifiant ainsi le caractère d'une Communauté à structures démocratiques, ou bien il imite ce mauvais exemple en vertu du principe "un prêté pour un rendu".

Dans les deux cas, cela signifie la fin d'une évolution interne qui prétend être davantage qu'une façade européenne, et en même temps la fin d'une extension de la Communauté à ces pays qui, nous sommes unanimes à le penser, correspondent pleinement à la notion de l'Europe libre et démocratique.

L'approfondissement et l'extension de la Communauté sont ainsi mis en jeu, compromettant aussi l'idée, la seule féconde, d'une perspective européenne qui tient compte de l'avenir et garantit la paix.

L'intérêt bien compris de chacun de nos pays est de faire une politique européenne. Combien cela est difficile, je ne le sais que trop. Mais seule une conception européenne permet et justifie la résistance au réveil du nationalisme. Il ne peut s'agir d'une politique anti-française, anti-italienne, anti-allemande ou anti-Benelux, mais d'une conception pro-européenne. Ne nous faisons pas meilleurs que nous ne sommes : chacun de nous a des raisons de battre sa coulpe !

Si je prononce quelques mots de critique à l'adresse de la politique actuelle de certains pays, je me sens obligé de me défendre contre l'imposture selon laquelle la critique d'un gouvernement en fonctions à un moment donné s'identifierait à la critique du peuple, du pays et de l'histoire d'une nation. Les liens qui m'attachent à mon pays ne sont pas en cause lorsque la politique d'un gouvernement de mon pays ne me plaît pas. Mais si je m'accorde le droit de contredire, si nécessaire, d'un point de vue européen, le gouvernement de mon pays, je tiens à ce que ce droit ne me soit pas refusé non plus à l'égard d'autres gouvernements. Il ne s'agit pas ici d'une immixtion dans les affaires de pays étrangers, mais d'un avenir européen qui nous appartient à tous.

Nous sommes à la veille de voir réduite à néant l'intégration économique. Il n'y a pas de pause possible. Une pause signifie une régression. Nous devons progresser dans notre développement interne et réaliser l'extension de la Communauté en dépit de toutes les résistances. Il est ridicule

de se consoler avec quelques préférences tarifaires en faveur des pays scandinaves et de la Grande-Bretagne. La distance psychologique qui s'accroît entre ces peuples et la Communauté est beaucoup plus sérieuse que le fossé tarifaire dont on nous parle sans cesse.

Bien entendu, je n'ai pas oublié les péchés de négligence commis par l'Angleterre pendant vingt années de travail européen. Bien entendu, je sais que les candidats ne se présentent pas comme des Européens nés et désintéressés. Mais j'ai confiance dans la force de l'idée européenne, nécessité historique qui entraînera les sceptiques et les incroyables d'hier dans la voie d'une politique européenne interdisant toute tentative d'utiliser la notion d'Europe comme camouflage d'intentions d'hégémonie.

J'en arrive ainsi, Mesdames, Messieurs, aux hommes politiques et à leurs arguments, selon lesquels il est tout à fait justifié - même si on ne le proclame pas à haute voix - de laisser l'idée d'intégration européenne devenir une notion relative et se dégrader en quelques questions de politique commerciale extérieure et intérieure. Cela me paraît justifié parce que l'arrière-plan politique qui a animé il y a vingt ans l'idée européenne a disparu entre-temps avec Staline et la peur de Staline.

Bien entendu, le tableau de la politique mondiale a changé depuis vingt ans. Mais je n'entends pas simplement par là que des événements qui nous dominaient alors ont perdu de leur relief. D'autres événements se sont produits, dont on ne pouvait alors prévoir la signification et l'ampleur. Ils ne permettent aucune vacance de la politique, aucune vacance de l'intégration. Qui plus est, ils nous obligent à poser la question de savoir si nous ne nous sommes pas, depuis trop longtemps déjà, abandonnés à l'erreur de croire que les problèmes de la seconde révolution industrielle pourraient être résolus par la libération des échanges mondiaux. Celle-ci est sans doute très utile, mais elle est insuffisante pour faire face au bouleversement actuel des structures sociales.

Le monde rétrécit et les unités de production s'agrandissent. Les problèmes de marché et de commerce sont secondaires comparés aux exigences d'intégration qui s'imposent aujourd'hui. Elles concernent la recherche et la formation, un processus d'intégration de la production et des structures de production bien plus que l'intégration des marchés.

La science et la technique nous livrent des connaissances - et des machines - dont nous n'avions pas idée.

Serons-nous capables de nous servir de ces machines ? Ne feront-elles pas éclater nos structures sociales ? Les considérations philosophiques de Walter Rathenau dans son petit livre paru il y a plus de 50 ans "Des choses à venir" sont aujourd'hui devenues réalité sous nos yeux : nous voyons l'homme, dans l'entreprise intégralement automatisée, mener pendant huit heures une vie quasi léthargique.

Les machines ont déjà révolutionné une fois les structures de la société. Si nous voulons éviter une nouvelle ère des briseurs de machines, nous devons intégrer l'homme dans le processus de reconversion de la société. Ceci n'est pas un problème d'entreprise ou de "management". C'est un problème intéressant la société toute entière. Les appels aux syndicats ne suffiront pas; la coopération des organisations de travailleurs et leur association à l'oeuvre constructive auront aussi une importance primordiale. Pense-t-on vraiment que ce processus de concentration, cette révision des valeurs et cette révolution des structures et des conditions de production peuvent s'accomplir sans toucher aux frontières des pays dans l'Europe balkanisée ? Les frontières des unités de production et des structures de production suivront un tracé tout différent de celui des frontières actuelles des Etats fédératifs ou unitaires. Et l'administration nationale qui pense pouvoir résoudre dans son cadre traditionnel les problèmes qui se posent à elle devient une autorité fantomatique, elle sera balayée ou ne survivra misérablement que par la grâce des dirigeants d'unités économiques s'étendant sur des continents. La souveraineté nationale deviendra alors manifestement une phrase vide.

En outre, je suis convaincu que la petite Europe continentale, même si elle est intégrée, ne sera pas en mesure de fournir les structures de production nécessaires pour assurer à la population européenne un niveau de vie comparable à celui des autres régions développées. Elle ne sera pas capable d'exécuter cette révolution technique sur la base de la recherche scientifique la plus moderne.

Une Communauté plus étendue, incluant l'Angleterre et les pays scandinaves, ne trouve pas sa justification seulement dans la nécessité de surmonter les tensions dans cette partie de l'Europe, mais elle est aussi, au même degré, une nécessité pour rattraper notre retard technique. Il n'y a pas de temps à perdre si nous songeons au stade de la recherche et du développement dans lequel nous nous trouvons. Je n'hésite pas à déclarer qu'en réduisant à néant nos efforts dans ce domaine, nous sommes en passe de devenir une partie du monde d'importance secondaire.

Sans aucun doute, l'histoire portera un jugement sévère sur ceux qui refusent de voir cette évolution et se cramponnent à des formules usées.

Un prétendu arrangement de politique commerciale entre la Communauté et l'Angleterre ne constitue nullement une solution satisfaisant aux besoins véritables, et doit même être considéré comme un frein dangereux à la recherche d'une solution fondamentale.

Le refus de céder à ces manœuvres de diversion commerciales peut être plus raisonnable, surtout si, ce faisant, on se ménage la possibilité d'une activité politique véritable.

Ici se situe le point de départ de l'action politique. La politique trouve ici sa propre et grande tâche, si elle n'entend pas devenir le reflet ou le jouet des forces économiques. Ce n'est pas du jour au lendemain que nous réussirons à mobiliser les citoyens de nos pays pour cette tâche. Et cependant cette mobilisation sera la condition nécessaire du succès, et je me

fonde ici sur cette vérité d'expérience que je ne puis attendre d'un parlement ou d'un gouvernement davantage que le reflet de la volonté lucide qui anime le peuple d'un pays. C'est pourquoi je suis reconnaissant au président du Mouvement européen, M. Hallstein, de l'élan qu'il a donné par son discours de Rome. Seule, cette évolution nous offre aussi la possibilité de parvenir à une conception englobant toute l'Europe.

Dans un monde qui tremble sur ses bases, l'instinct de conservation rend une telle conception plus nécessaire que jamais.

Regardons autour de nous. Les Etats-Unis d'Amérique - la plus grande puissance du monde en mégatonnes, en capacité industrielle et en potentiel de production - sont atteints sur trois fronts : dans l'économie de leurs ressources financières, dans la politique au Vietnam, dans le conflit racial. Ceci aboutira-t-il à un "repliement sur soi" ?

C'est également à nous qu'il incombe d'agir pour prévenir cette éventualité. Les "puissances mondiales" européennes du passé ont liquidé leurs obligations mondiales. L'Amérique, sans avoir recherché cet objectif, a été précipitée dans les responsabilités mondiales que les Etats nationaux européens ont dû abandonner. Il fut un temps où nous avons vu seulement la force des Etats-Unis d'Amérique et où nous l'avons peut-être surestimée. Nous savons aujourd'hui que l'Amérique devra résoudre ses problèmes intérieurs. Il faut pour cela qu'elle soit soulagée de ses obligations mondiales. Mais ceci nous impose de voir notre part de responsabilité propre, d'assumer cette responsabilité et de nous en acquitter. Le mot d'"aide au développement" suffit à vous indiquer clairement que j'ose parler d'une nécessité de notre temps : nous devons, en tant qu'Europe fortement développée, apporter notre contribution sous une forme qui signifie davantage que le mot d'ordre égoïste : les petits cadeaux entretiennent l'amitié !

Tournons-nous vers l'Est. Dans la zone d'influence de l'Union soviétique aussi, nous voyons se dessiner la révolte contre l'"establishment". Permettez-

moi de ne pas réveiller le souvenir de la politique stalinienne de l'après-guerre, de l'alignement autoritaire des peuples d'Europe orientale sur le communisme monolithique soumis à la direction centraliste de Moscou. Le blocus de Berlin n'est pas oublié, et la défenestration de Jan Masaryk redevient actuelle.

Le bloc de l'Est est, dans sa construction, un exemple typique qui nous met en garde contre les dangers d'une intégration sous une direction hégémonique. La résistance croissante s'exerce dans deux directions. D'une part, on constate partout la volonté de voir modifier les structures de la planification à direction centralisée. Il s'agit plutôt d'une querelle théorique lorsqu'on se demande s'il s'agit ici d'une adhésion à des systèmes économiques occidentaux ou d'un perfectionnement des idées planificatrices propres au système communiste.

D'autre part, le sentiment de leur autonomie croît chez les peuples d'Europe de l'Est. Ils cherchent à assouplir une division du travail qui, munie d'une marque de fabrique communiste, tend à servir exclusivement le développement de l'Union soviétique.

J'estime qu'en ce qui concerne l'évolution interne du bloc oriental, nous devons nous borner au rôle du spectateur intéressé, qui observe sans illusions comment un mouvement d'émancipation économique et culturel peut se concilier avec un establishment communiste presque inchangé.

En ce qui concerne les relations de commerce extérieur, le seul élément constatable est cependant la croissance radicale des crédits représentés par le commerce de troc entre nous et ces pays, crédits qui sont passés en peu de temps à des milliards de dollars. Il faut espérer qu'à la longue ce commerce ne s'effectuera pas seulement sur la base "computer contre paprika" ! Bien entendu, ces relations commerciales ne resteront pas sans influence sur la politique. Il n'est pas nécessaire d'être marxiste pour aboutir cependant à la conclusion que le combat pour ou contre la politique de détente fait songer à un combat de fantômes si l'on songe au fait qu'aucun de nos gouvernements ne

peut négliger les intérêts économiques mis en jeu. Mais ici aussi le manque d'une politique économique européenne se fait sentir. Il serait plus utile et politiquement plus opportun pour la Communauté que l'on ne puisse pas jouer un pays membre contre un autre pays membre.

J'ai souligné au début de mon exposé que la rupture à travers toute l'Europe n'est pas déterminée exclusivement par le conflit idéologique : ici le communisme, là le capitalisme, pour parler en slogans.

Il existe aussi manifestement une différence dans la conception du règlement du problème de la paix en Europe. Et la paix en Europe n'est pas seulement une question allemande ! En théorie, comme je l'ai déjà dit, deux possibilités s'offrent à nous.

Ou bien on se contente de régler le problème de la paix en se référant à l'histoire toute récente, on réduit les perdants à l'impuissance en morcelant leur pays, et on espère que cette solution durera, avec cette arrière-pensée : "Après moi le déluge".

C'est à cette "politique de paix" traditionnelle que Moscou a souscrit en 1945. La référence à l'attitude lâche de l'Ouest à l'égard de Hitler a fourni à Moscou l'occasion de rappeler le destin de la Pologne ("Qui voudrait mourir pour Dantzig ? ") et aux événements de Munich en 1938, lorsque la Tchécoslovaquie devint la "fiancée vendue" de Smetana, et d'obtenir ainsi l'acquiescement au partage.

Parmi les alliés occidentaux, il en était au moins un qui penchait pour cette solution : la France. Maintenant, la France et la république fédérale d'Allemagne sont des parties d'une Communauté qui, selon la volonté du gouvernement français actuel, doit reposer sur un mélange d'intégration économique et de souveraineté politique. Par une démarche qui se rapproche de la conception moscovite de garantie de la paix, on voit se dessiner ici un compromis où une puissance hégémonique occidentale constituerait pour l'Est le garant complémentaire vis-à-vis d'une Allemagne réunifiée, mais passée au second rang dans certains domaines.

Il n'y a pas grand chose de neuf en ce monde. Il y a quarante ans, un président du conseil français, M. Tardieu, a soumis à la Société des nations une proposition selon laquelle tous les pays désarmeraient, tandis que la France garderait son armée et la mettrait à la disposition de la Société des nations comme troupe de police le cas échéant. De telles associations d'idées nous viennent à l'esprit lorsqu'aujourd'hui on nous suggère d'abandonner aux soins d'un seul pays la sécurité, non pas certes du monde, mais, plus modestement, de l'Europe.

Toute solution mérite qu'on examine si elle est praticable. Il en va de même de celle-ci. Pour ma part, elle me paraît mauvaise, et en voici les raisons : au siècle des puissances mondiales continentales, Moscou ne verra certainement pas en Paris le garant complémentaire satisfaisant. La Pologne qui, dans l'histoire de ses partages, a peine à décider si ses amis du moment sont plus dangereux que ses ennemis du moment, a rappelé pendant la visite du président de Gaulle, par la voix de M. Gomulka, qu'elle n'a pas encore oublié la déception que lui a causé l'Occident. Pour la Tchécoslovaquie, "Munich" n'est pas seulement un problème juridique à régler par la république fédérale d'Allemagne, mais aussi une question politique de premier plan à l'égard de l'Europe occidentale !

A cela s'ajoute, à mon avis, l'expérience politique qui montre que les règlements de paix édifiés sur la dénaturation des vaincus n'ont pas de perspectives de durée. Les régimes d'occupation et les partages ne sont efficaces que pour un temps, précisément pendant les premières décennies de l'après-guerre, où le danger de nouvelles explosions n'existe pas. Et ils échouent précisément au moment où ils seraient nécessaires. Même un gouvernement actuel de la république fédérale d'Allemagne qui se résoudrait à une Allemagne réunifiée, mais au prix de l'acceptation d'un rôle de second rang, ne pourrait que m'inquiéter. Nous avons assez souvent payé cher, dans l'histoire de l'Europe, ces solutions d'une "après-guerre" qui, pour la génération suivante, redevient une périlleuse "avant-guerre".

Donc, que faire ? Renoncer au règlement de paix ? Se résigner à l'existence de deux ou trois Etats allemands ? Une telle renonciation à une

politique à long terme peut-elle aboutir à autre chose qu'à une correction explosive ?

Ni l'une ni l'autre de ces solutions ne peut nous satisfaire !

Il ne reste que l'intégration.

Sans une intégration européenne limitant les souverainetés nationales de tous les Etats membres dans le cadre d'un édifice à structure démocratique, il n'y a ni avenir européen ni solution de la question allemande.

Permettez-moi de m'exprimer honnêtement : la peur d'une Allemagne souveraine de 80 millions d'habitants hante tous les voisins de l'Allemagne ! Tout homme clairvoyant devrait comprendre ce fait. Celui qui en éprouve du dépit peut se consoler en songeant que les ressentiments anti-allemands à l'égard de la République fédérale ne sont dépassés que par les ressentiments des pays du bloc de l'Est à l'égard de la RDA !

Il est impensable que l'on exige des Allemands seuls qu'ils se résignent à rester au second rang. Cette conclusion politique complète la nécessité économique d'une Europe viable capable de faire face à ses devoirs et à ses obligations intérieurs et extérieurs.

Je sais combien on est parfois irrité chez vous lorsque vos voisins s'étonnent de votre docilité à l'égard de la ligne politique actuelle de Paris. Vous vous trompez si vous supposez que nous ne savons pas estimer à sa juste valeur le dépassement de l'hostilité héréditaire entre l'Allemagne et la France. Beaucoup de vos voisins ont en fin de compte dû contribuer à payer l'addition dans de tels conflits. Notre étonnement vise plutôt l'interprétation d'une alliance. Cette notion n'implique pas pour nous la docilité, pour ne pas dire la servilité, mais l'égalité. Surtout quand une paix raisonnable et durable exige cette égalité en toute circonstance.

J'en arrive à la conclusion, à savoir qu'une politique allemande ne peut trouver créance que dans la politique européenne !

Du reste, il n'est pas de pays qui puisse avoir un plus grand intérêt personnel à une édification de l'Europe positive, radicale et de large portée que votre pays. En affirmant cela, je songe à vos voisins occidentaux aussi bien qu'à vos voisins orientaux. C'est un devoir européen aussi bien que, en ce qui vous concerne, un devoir allemand, que de faire avancer la conception européenne en dépit de toutes les résistances temporaires.

Les relations avec l'Ouest comme avec l'Est seront déterminées exclusivement par votre attitude positive ou négative dans la réalisation d'une Europe à structures démocratiques.

Seule, la volonté d'accepter des limites à son propre pouvoir, ce qui, bien entendu, va de pair avec une volonté analogue chez les autres membres de la Communauté européenne, traduit un renoncement aux aventures nationales. Le nationalisme ne peut être dépassé isolément, mais seulement dans le cadre de l'ensemble de l'Europe.

C'est là la seule voie qui aboutit à une solution de vos problèmes de paix, auxquels à la longue personne ne peut rester étranger dans l'ensemble de l'Europe.

Pour parler en slogans : le destin de votre pays, symbolisé à Berlin, se décide sur le plan européen, et c'est pourquoi l'Europe est l'échiquier de votre action.